

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE
DU CADASTRE MINIER

Arrêté N° **17 / 02 8** /MMC/SG/DGCM
portant octroi du permis de recherche
«OUAZALA» à monsieur OUEDRAOGO Elie
Justin.

LE MINISTRE DES MINES ET DES CARRIERES

Visa CF N° 131

10 AVR 2017



- VU la Constitution ;
- VU Loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso;
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre;
- VU le décret n°2017-075/PRES/PM du 20 février 2017, portant remaniement du Gouvernement;
- VU le décret n°2016-006/PRES/PM du 08 février 2016, portant attributions des membres du Gouvernement;
- VU le décret n° 2016 - 027/PRES/PM /SGG - CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n° 2016-384/ PRES/ PM/MEMC du 20 mai 2016, portant organisation du Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrieres;
- VU le décret n° 2017 - 036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA du 26 janvier 2017, portant gestion des autorisations et titres miniers ;
- VU le décret n° 2017-023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017, portant fixation des taxes et redevances minières;
- VU l'arrêté n°2015-247/MME/SG/DGCM du 19 août 2015 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n°2002/031/MCE/SG/DGMGC du 06/06/2002, portant définition du montant minimum de dépenses au km²;
- VU l'arrêté n°2002-056/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-057/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-058/MCE/SG/DGMGC/ du 28 juillet 2002 portant dispositions applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU la lettre n°017-0136/MEMC/SG/DGCMIM du 16/02/2017 portant invite à payer des droits fixés à deux millions (2 000 000) francs CFA ;
- VU la quittance n°0312649 du 21 février 2017 de paiement effectif des droits fixes d'octroi ;
- VU la demande de monsieur **OUEDRAOGO Elie Justin** enregistrée le **26 janvier 2017**.

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est octroyé à monsieur **OUEDRAOGO Elie Justin**, dans les conditions du présent arrêté, le permis de recherche dénommé «**OUAZALA**», situé dans la province du Mouhoun pour la recherche de l'or.

ARTICLE 2 : Ce permis couvre une superficie de **123 Km²**. Il est défini par les sommets dont les coordonnées cartésiennes (X, Y) en UTM sont les suivantes :

Sommets	X	Y
A	491 050	1 366 610
B	495 620	1 366 610
C	495 620	1 360 000
D	506 575	1 360 000
E	506 575	1 356 300
F	490 300	1 356 300
G	490 300	1 351 855
H	486 521	1 351 855
I	486 521	1 356 795
J	488 507	1 356 795
K	488 507	1 361 900
L	490 125	1 361 900
M	490 125	1 364 883
N	491 050	1 364 883
Ellipsoïde : Clarke 1880		Datum : Adindan, Zone 30 N

ARTICLE 3 : Le permis a une durée de validité de trois (3) ans pour compter de la date de signature du présent arrêté, il peut être renouvelé pour une durée de trois (3) ans et tout au plus deux (2) fois conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4 : Monsieur **OUEDRAOGO Elie Justin** bénéficie des avantages douaniers et fiscaux conformément aux dispositions du code minier.

ARTICLE 5 : Les exonérations douanières mentionnées à l'article 4 ci-dessus excluent les taxes et redevances pour les services rendus.

ARTICLE 6 : Monsieur **OUEDRAOGO Elie Justin** est tenu de communiquer à la Direction Générale du Cadastre Minier et de l'Information Minière :

- un rapport d'activités au terme de chaque semestre calendaire et un rapport annuel d'activités sur les résultats des travaux de recherche de l'année établis selon les canevas définis par les dispositions de la section 3 de l'arrêté portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations.
- le programme prévisionnel de travail et le budget des dépenses de l'année suivante.


Elle fournira en outre :

1. Tous les renseignements miniers recueillis sur le permis ;
2. Un rapport de synthèse sur tous les travaux exécutés à la fin de chaque période de validité du permis ;
3. Tous les échantillons géologiques et minéralogiques demandés par l'Administration des Mines.

ARTICLE 7 : Sur l'ensemble du permis et durant toute sa période de validité, il est interdit à monsieur **OUEDRAOGO Elie Justin** de mener des activités d'exploitation.

ARTICLE 8: Toute transaction relative au permis de recherche est libre mais tous les documents y relatifs doivent être soumis au Ministre chargé des Mines. En cas de réalisation de plus-value suite à cette transaction, elle doit être notifiée à l'Administration fiscale s/c de l'Administration des Mines.

ARTICLE 9 : Le non-respect de la législation minière en vigueur est passible des sanctions prévues par les dispositions légales et réglementaires en la matière, sans préjudice du retrait du bénéfice du code minier et/ou du permis de recherche.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera publié au journal Officiel du Faso et partout où besoin sera. 

Ouagadougou, le 08 MAI 2017



Oumarou IDANI
Chevalier de l'Ordre National

Ampliations :

- 1- SP/Cabinet
- 2- ITS
- 3- DGMGC
- 4- DGCMIM
- 2- BUMIGEB
- 1- DGD/MINEFID
- 1- DGI/MINEFID
- 1- Gouverneur / Région du Boucle de Mouhoun
- 3-OUEDRAOGO Elie Justin
- 1 - J.O.
- 1 - Classement

